



L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire



PSA
CT VELIZY

Lundi 17 octobre 2022

L'heure de la revanche !

Mardi 18 octobre, nous sommes appelés à la grève par des directions syndicales, dont celle de la CGT, qui ont compris que notre colère débordait. Trop c'est trop de la part de Macron et ses amis patrons, qui se font un pognon de dingue, mais ont décidé de réquisitionner des grévistes des raffineries, en lutte depuis plusieurs semaines. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. L'annonce de cette atteinte au droit de grève que sont les réquisitions, chez TotalEnergies ou Esso, a du jour au lendemain changé l'ambiance. Du coup, loin d'être une traditionnelle journée d'action et de grève, ce 18 octobre pourrait bien sonner le début de la revanche. Le début de l'offensive générale du monde du travail, pour rendre enfin les coups.

Les pompes sont vides, mais la coupe est pleine !

Réquisitionner des grévistes qui exigent que leurs salaires suivent l'inflation, et rattrapent des années de retard, Macron l'a osé. Mais il s'est planté ! Il fallait oser défendre une entreprise qui a doublé ses bénéfices en profitant de la crise, avec 18 milliards de dollars au 1^{er} trimestre 2022, dont le PdG s'est augmenté de 52 % en un an et a empoché près de 6 millions d'euros en 2021. En réponse aux calomnies répandues dans les médias sur le montant des salaires versés chez Total (qui sont loin d'être faramineux), des opérateurs ont posté leurs fiches de paie sur les réseaux sociaux, mentionné leur rythme en 3x8 et la pénibilité de leur travail, pour assurer la continuité de l'activité la nuit, les week-ends et les jours fériés. La ficelle était un peu grosse, et la tentative de division n'a pas marché. La solidarité à l'égard de leur grève est grande, malgré les queues aux stations-service.

Les grévistes des raffineries sont aux avant-postes de notre colère

Ils prennent le relais de nombreuses grèves pour les salaires qui ont déjà marqué la fin du printemps et l'été, et auxquelles d'autres grèves s'ajoutent. D'ores et déjà, la grève s'est étendue aux dépôts portuaires de Fos, Le Havre, Dunkerque, à des centrales nucléaires. Des débrayages pour les salaires sont organisés sur les usines du groupe PSA-Stellantis depuis plus d'un mois, à Safran dans l'aéronautique aussi. Le mouvement touche le secteur privé, et on se prépare aussi dans les services publics, SNCF, RATP, enseignants. Nous avons tous besoin d'au moins 400 euros nets de plus par mois, pas de salaires ou pensions inférieurs à 2 000 euros

nets, et leur indexation sur le coût de la vie. Il en va du droit de vivre et de faire vivre nos familles. Et ras-le bol aussi des projets de repousser l'âge du départ à la retraite, réduire les pensions ou diminuer encore l'indemnisation du chômage.

Et oui, les grèves, ça bloque !

Le ministre Gabriel Attal a dénoncé « quelques syndicalistes (qui) donnent l'impression de s'asseoir sur les intérêts de millions de Français » ! Il découvre que des raffineurs qui font grève, des cheminots qui font grève, ça bloque ! Et oui, les grèves grippent la machine à produire des profits. C'est notre arme, à nous toutes et tous qui produisons les richesses de cette société, pour bloquer leur société d'exploitation capitaliste, qui ne tourne que pour les intérêts des plus riches. Et qui tourne de plus en plus mal. Tous les jours on constate que gouvernement et patronat sont incapables de faire fonctionner correctement les hôpitaux et les écoles, incapables de faire rouler suffisamment de bus et de trains, à cause d'effectifs toujours rognés. Leur recherche de profits dans tous les domaines nous pourrit la vie.

Tous ensemble

L'importante participation à la marche de dimanche contre la vie chère est un signe de la colère qui monte. Les grévistes des raffineries ne sont pas que les porte-paroles de notre colère, nous devons les rejoindre, aller tous ensemble vers un mouvement qui se généralise, auquel nous devons participer activement, en nous organisant nous-mêmes. Oui, c'est l'heure de la revanche.

Déménagement express

La direction vient d'annoncer une accélération du déménagement vers le Pôle Tertiaire de Poissy : 2 300 salariés doivent être transférés en 6 semaines début 2023. Les conditions de départ et d'accueil à Poissy ce n'est pas son problème. La direction est pressée de faire sa spéculation immobilière avec les terrains libérés à Vélizy.

Là c'est elle qui est vraiment lourde

La direction de PSA cherche d'urgence des salariés avec des permis poids lourd, valides ou non, car elle a des problèmes d'expédition de véhicules. Nous on cherche en urgence des nouveaux collègues dans quasiment tous les secteurs car on manque de personnels.

Oncle Picsou déguisé en Pinocchio

Au salon de l'auto, Tavares a prétendu que pour PSA en 2022 « nous sommes actuellement au-dessus de 7 % de la revalorisation des plus petits salaires, donc nous sommes au-dessus de l'inflation en France ». Les 7 % de Tavares, les ouvriers ne les ont pas vus. À PSA les patrons mentent comme à Total !

Il ne garantit que son salaire, à 50 000 € par jour !

Interrogé sur RTL en marge du salon de l'auto au sujet des fermetures d'usines en France, Tavares déclare qu'il n'y en aura pas : « Je vous le garantis, en tout cas pour le moyen terme... ». Mais 5 minutes avant, interrogé sur les suppressions d'emplois, il disait plutôt : « dans le monde qui se présente devant nous aujourd'hui, il serait étonnant que je puisse vous donner des garanties sur quoi que ce soit ».

L'exploitation capitaliste ne « garantit » qu'une chose : pas besoin de fermer des sites pour les vider... Sauf si les ouvriers luttent contre !

Les patrons ont peur des travailleurs

Depuis 3 semaines Total aurait pu céder aux revendications des grévistes et ainsi mettre fin aux conflits des raffineries. Total n'aurait eu à dépenser que quelques millions... rien à côté des 18 milliards de profits en 6 mois. La direction de Total n'a pas cédé car tous les grands patrons du CAC 40 sont derrière elle de peur que ça encourage des grèves chez eux.

Les grands patrons sont solidaires entre eux, à nous les ouvriers de l'être entre nous encore plus qu'eux... en nous mettant à notre tour en grève !

Luttons pour l'indexation des salaires sur les prix !

Les grévistes des raffineries revendiquent 10 % d'augmentation, Total est prêt à lâcher 5 % d'augmentation générale. Ce n'est pas grand-chose avec une inflation réelle autour de 10 %. Pour être sûrs de ne pas perdre en pouvoir d'achat, les travailleurs doivent revendiquer des salaires automatiquement augmentés chaque mois avec l'inflation : il faut indexer les salaires sur les prix. Si l'inflation est de 10 %, il faut que les salaires soient augmentés de 10 % au minimum, sinon on se fait voler par les patrons.

Pour des syndicats démocratiques et de combats

Depuis 18 mois, la Fédération CGT de la Métallurgie a la volonté de détruire la CGT PSA Poissy de Farid Borsali et Jean-Pierre Mercier : un syndicat qui existe depuis plus de 60 ans, reconnu comme combatif face aux patrons. Cet été, la Fédération CGT Métallurgie a utilisé une méthode de patron en envoyant des huissiers de justice aux domiciles de 16 militants de la CGT PSA Poissy pour les convoquer au tribunal le 20 octobre afin de leur interdire de se revendiquer de la CGT.

Sur fond de restructurations dans l'automobile, le but de la fédération CGT Métallurgie est d'apparaître comme « responsable » auprès de la direction de PSA : pour mieux négocier et collaborer aux attaques contre les travailleurs. *L'Étincelle* appelle donc au :

**Rassemblement de soutien
organisé par la CGT PSA Poissy devant
l'annexe du tribunal de Bobigny
à 12h le jeudi 20 octobre 2022**

Iran : la révolte se poursuit

Depuis un mois, et malgré la répression, la révolte qui veut la peau du régime, la liberté pour les femmes et dénonce la vie chère ne désemplit pas. Des grévistes, notamment dans les raffineries, ont rejoint le mouvement et les facs sont toujours fermées... sauf pour les assemblées générales. Un exemple et un espoir !

Macron s'en prend aussi à l'assurance chômage

Avec le texte adopté à l'Assemblée le 11 octobre, un salarié considéré en « abandon de poste » sera désormais privé de tout droit au chômage. Et tant pis s'il y a des boulots où les conditions de travail sont rendues si insupportables qu'il n'est pas question de les accepter. C'est un des volets de plus d'une réforme qui n'a qu'un but : restreindre l'accès à l'indemnisation chômage. Une attaque contre tous les travailleurs, à ne pas laisser passer !